



Secrétariat général
Service des ressources humaines
Sous-direction de la gestion des carrières et de la
rémunération
Département du pilotage de la mobilité
78, rue de Varenne
75349 PARIS 07 SP
0149554955

Note de mobilité
SG/SRH/SDCAR/2021-742
06/10/2021

Date de mise en application : Immédiate

Diffusion : Tout public

Cette instruction n'abroge aucune instruction.

Cette instruction ne modifie aucune instruction.

Nombre d'annexes : 7

Objet : Appel à candidatures : 7 postes dans le 2ème cercle.

Plusieurs postes sont offerts à la mobilité dite du "2ème cercle" ; la fiche correspondante mentionnant les personnes à contacter est jointe en annexe à la présente note.

Commission de Certification des Comptes des Organismes Payeurs :

- 1 poste d'auditeur

Date limite de candidature : 05/11/2021

FranceAgrimer :

- 1 poste de chef.fe d'unité élevage

Date limite de candidature : 28/10/2021

- 1 poste de responsable de pôle

Date limite de candidature : 31/10/2021

- 1 poste de chargé.e d'études juridiques et affaire contentieuses

Date limite de candidature : 28/10/2021

- 1 poste de chargé.e de mission « logistique »

Date limite de candidature : 31/10/2021

- 1 poste de chef.fe du service aides nationales

Date limite de candidature : 21/10/2021

Etablissement public du Marais poitevin :

- 1 poste de chargé de mission

Date limite de candidature : 30/11/2021

Le sous-directeur de la gestion
des carrières et de la rémunération

Laurent BELLEGUIC

FICHE DE POSTE

INTITULÉ DU POSTE :

AUDITEUR à la Commission de Certification des Comptes des Organismes Payeurs des dépenses financées par les Fonds Européens Agricoles (CCCOP).

AFFECTATION : CCCOP – 10, rue Auguste Blanqui – 93186 MONTREUIL

Selon le décret du 11 Mai 2007, les agents de la CCCOP sont mis à la disposition de la Commission par le Ministère de l'économie, des finances et de l'industrie. Les auditeurs sont nommés par le Président de la CCCOP après consultation du ministre chargé du budget et du ministre chargé de l'agriculture.

DESCRIPTIF DE L'EMPLOYEUR :

La CCCOP est l'organisme français chargé d'auditer, pour le compte de l'Union européenne, les quatre organismes payeurs nationaux (ASP, FranceAgriMer, ODEADOM, ODARC) qui versent les aides de la politique agricole commune aux agriculteurs, aux exportateurs ou aux transformateurs, aux collectivités locales, ...

Ses travaux l'amènent à se prononcer sur le bon fonctionnement de leur système de contrôle interne des organismes payeurs, sur l'exactitude des états de dépenses et de créances transmis à la Commission ainsi que sur la régularité des aides versées sur fonds communautaires (environ 10 milliards d'Euros chaque année).

A l'origine rattachée à la Cour des comptes, la CCCOP est, depuis 2005, une commission indépendante, de statut interministériel, rattachée en gestion au Secrétariat général des Ministères économiques et financiers. Ses procédures doivent se conformer aux normes internationales d'audit et aux lignes directrices de la Commission européenne.

Les travaux de certification sont actuellement effectués par 14 auditeurs, supervisés par 4 rapporteurs spéciaux placés sous l'autorité du président de la CCCOP. Les postes de rapporteurs spéciaux sont tenus par des agents de catégorie A+. Les postes d'auditeurs sont, pour moitié, des postes d'inspecteurs de la DGFIP et pour l'autre moitié, d'attachés d'administration de l'Etat (attachés ou attachés principaux).

DESCRIPTION DU POSTE :

- **Catégorie** : Cadre A
- **Nature de l'emploi** : Emploi ouvert aux titulaires et/ou aux contractuels : art 4/6/6quater/6quinquies – loi n° 84-16
- **Date de vacance de l'emploi** : 1^{er} décembre 2021

Les emplois proposés sont des emplois d'auditeur. Les travaux d'audit conduisent à la production d'un rapport d'audit au 15 février (date impérative). Ils sont organisés sur la base d'un document cadre (mémoire de stratégie d'audit) décliné ensuite dans un programme de travail. La méthode suivie obéit aux normes internationales d'audit déclinées par la Commission Européenne dans des lignes directrices qui sont fortement structurantes.

Les travaux répondent à deux objectifs d'audit : obtenir l'assurance raisonnable de l'exactitude, la sincérité et l'exhaustivité des états de dépenses et de créances transmis à la Commission européenne, obtenir sur la base de tests de dossiers de demandes, l'assurance raisonnable que les règles d'éligibilité de la demande et du demandeur ont été respectées.

Les travaux d'audit sont de ce fait très variés : évaluation du contrôle interne des services comptables et des services métiers, respect des critères d'agrément des organismes payeurs, évaluation de la politique de contrôle des opérations, tests de procédures, tests des contrôles embarqués dans les systèmes d'information, tests d'opérations, recoupements comptables, validation des statistiques, suivi des enquêtes communautaires et des suites données.

Dans ces travaux, la connaissance des textes applicables et des applications utilisées par les organismes payeurs pour instruire et payer les demandes d'aides constituent un préalable indispensable. Cette prise de connaissance nécessite un investissement personnel important. Au-delà des entretiens et des études documentaires, les tests tiennent une place importante : ils sont réalisés sur pièces mais également sur place pour une partie des dossiers, auprès des bénéficiaires (exploitations agricoles, quelle que soit leur forme juridique).

CONDITIONS D'EXERCICE PARTICULIERES

Le poste nécessite des déplacements dont la fréquence est variable selon l'échantillon de dossiers sélectionnés, sur des durées de deux à trois jours pour les contrôles sur place. La gestion des aides de la politique agricole commune fait appel à l'usage d'images aériennes et satellites qui nécessitent un recours à la photo-interprétation.

Les rapports provisoires étant remis fin décembre et les rapports définitifs le 15 février, la période de fin d'année est une période de forte activité, peu compatible avec des congés de longue durée.

La Commission Européenne audite très régulièrement les travaux de la CCCOP, ce qui nécessite l'entière disponibilité des auditeurs concernés sur le créneau fixé par la Commission.

Compte-tenu du « coût d'entrée » sur la matière, une présence de trois ans est souhaitable.

DESCRIPTION DU PROFIL RECHERCHE

Le poste nécessite, quelle que soit l'expérience antérieure, un investissement initial important pour acquérir les connaissances et savoir-faire utiles.

Une expérience antérieure dans un ou plusieurs des domaines suivants favoriserait une adaptation plus rapide sur le poste :

- audit interne ;
- pratique du contrôle interne et de l'évaluation des risques ;
- instruction ou contrôle de demandes d'aides nationales ou communautaires ;
- utilisation des techniques d'échantillonnage statistique, constitution de rapport statistiques ;
- comptabilité publique et privée ;
- photo-interprétation d'images aériennes et satellites ;
- mise en œuvre ou rédaction de textes réglementaires ;
- instruction ou contrôle de demandes d'aides nationales ou communautaires ;
- agronomie, pratiques culturales, pratiques d'élevage ;
- certification bio et certification ISO 9001 appliquée à la production agricole pratiques environnementales.

De plus, compte tenu des orientations de la prochaine programmation de la nouvelle politique agricole commune 2023-2027, les compétences suivantes sont souhaitables :

- analyse de la configuration légale, institutionnelle, organisationnelle et procédurale des systèmes informatiques et des ressources humaines ;
- analyse d'indicateurs de performance ;
- contrôles généraux informatiques et contrôles d'applications

Quel que soit le parcours antérieur du titulaire du poste, le profil de compétences requis correspond aux conditions suivantes :

- un intérêt pour le monde agricole ;
- une capacité d'adaptation rapide ;
- de la curiosité intellectuelle ;
- de l'autonomie et de l'initiative ;
- de la rigueur d'analyse ;
- une bonne maîtrise de la communication écrite et orale ;
- une forte capacité d'écoute ;
- un goût pour le travail en équipe ;
- une appétence pour les outils informatiques : la plupart des procédures de demande ou de traitement des aides étant dématérialisées.

PERSONNES À CONTACTER À LA CCCOP :

Christian AVAZERI, Président de la CCCOP

Tél. : 01 41 63 55 20 ; mail : christian.avazeri@finances.gouv.fr

Appel à candidature - FranceAgriMer

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Établissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.

En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.

Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

Chef(fe) de l'unité élevage

**Direction Marchés, études et prospective- Service Analyse économique des filières et OFPM -
Unité Élevage**

N° appel à candidature : 20191	Catégorie : A
Cotation parcours professionnel : 2	Cotation Groupe RIFSEEP : 2 si corps des attachés d'administration 2 si corps des ingénieurs de l'agriculture et de l'environnement
Filière d'emploi : 2 – Statistique, étude, audit, évaluation, prospective	
Poste vacant	Localisation : MONTREUIL 12, rue Henri Rol-Tanguy / TSA 20002 93555 Montreuil Cedex

Conditions de recrutement :

Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine.

Les agents titulaires d'un CDI de droit public peuvent se voir proposer la portabilité de leur contrat de travail (en application de l'article 6 ter de la loi n°84-16). Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 3 ans (en application de l'article 4 de la loi n°84-16), éventuellement reconductible.

La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir.

Présentation de l'environnement professionnel :

FranceAgriMer, établissement national des produits de l'agriculture et de la mer, est, avec le ministère de l'agriculture, l'organisme public de référence en matière de filières agricoles et de la pêche.

Lieu d'information, d'échanges, de réflexion, d'arbitrage et de gestion pour les filières françaises de l'agriculture et de la pêche rassemblées au sein d'un même établissement, FranceAgriMer :

- met en œuvre des dispositifs de soutiens techniques et financiers, nationaux et européens, et gère des dispositifs de régulation des marchés ;
- assure un suivi des marchés, propose des expertises économiques, mais également techniques par exemple en contribuant à des actions de coopération technique et au développement des filières à l'international ;
- organise le dialogue, la concertation et la mise en œuvre des politiques publiques en s'appuyant sur une gouvernance renouvelée.

La Direction Marchés, études et prospective a pour mission de recueillir, de traiter et de diffuser des informations et des analyses économiques sectorielles, de développer des approches et des outils transverses. Elle travaille en réseau avec les services des ministères chargés de l'agriculture et de la pêche, de l'économie et de l'environnement, les professionnels des filières et les services territoriaux. Au sein du service Analyse économique des filières et Observatoire de la formation des prix et des marges (OFPM), l'unité Élevage regroupe 11 personnes, chargées du pilotage et de la gestion des dispositifs de recueil de données économiques (enquêtes laitières, cotations viandes), du suivi de la conjoncture et de l'analyse des marchés sur l'ensemble des filières animales terrestres et de la conduite d'études économiques spécialisées sur les secteurs des productions animales (laits et viandes).

Objectifs du poste

Concevoir le dispositif de production, de traitement d'analyse et de diffusion d'informations économiques, et piloter les opérations correspondantes pour répondre aux besoins en matière de connaissance des marchés et des filières d'élevage au service des acteurs publics comme professionnels

Missions et activités principales :

- Assurer le management de l'équipe et la gestion administrative de l'unité (appels d'offres, suivi budgétaire et financier...) et le management de l'équipe;
- Concevoir, mettre en œuvre et gérer des outils permanents de collecte de données et d'informations de conjoncture répondant aux obligations UE, aux attentes des pouvoirs publics et des filières de l'élevage ;
- Organiser le suivi régulier de la conjoncture et sa diffusion dans les instances internes et vers les partenaires de l'établissement. Répondre dans ce domaine aux sollicitations des tutelles ;
- Préparer et mettre en œuvre le programme annuel d'études sur les filières suivies et en assurer sa valorisation ;
- Organiser la continuité de service de l'unité sur tous les dossiers avec délai incompressible (en particulier enquêtes et cotations) ;
- Participer à l'amélioration continue du service rendu (synergie service direction - ministère, évolution des dispositifs et des systèmes d'information...);
- Assurer la communication vers tous les partenaires administratifs, professionnels et vers la presse (instances internes telles que services comités...);
- Assurer la participation de l'unité aux travaux de l'Observatoire de la formation des prix et des marges ;
- Participer selon la demande aux actions de coopération internationale et de formation des personnels de l'Etat et des étudiants sur les sujets du ressort de l'Unité.

Relations fonctionnelles du poste :

FranceAgriMer Siège, Services territoriaux (correspondants cotations et contrôles, chefs de SRISE...), services du MM (DGPE, DGAL, SSP...), autres établissements publics (ASP...), structures professionnelles et interprofessionnelles, instituts techniques, prestataires externes

Compétences requises pour le poste :

Savoirs / Connaissances

- Connaissances de l'environnement économique et professionnel des filières agricoles
- Compétences en économie agricole
- Compétences agronomiques
- Connaissances de la réglementation (nationale et européenne)
- Connaissance des filières d'élevage

Savoir-faire / Maîtrise

- Capacités managériales
- Maîtrise des outils bureautiques et statistiques
- Aptitudes à la communication écrite et orale
- Maîtrise des techniques de l'analyse de conjoncture
- Maîtrise des techniques d'enquêtes et de traitement de l'information.

Contraintes du poste :	
Pas de contraintes particulières	
Poste clé¹ :	Oui Non <input type="checkbox"/>
Poste à caractère sensible² :	Oui Non <input type="checkbox"/>
Poste à privilèges³ :	Oui Non <input type="checkbox"/>
Personnes à contacter	
Philippe Paquotte, chef du service Analyse économique des filières et OFPM, philippe.paquotte@franceagrimer.fr – Tel : 01 73 30 24 74	
Pierre Claquin, directeur marchés, études, prospective pierre.claquin@franceagrimer.fr – Tel : 01 73 30 25 78	
Tiphaine LELIEVRE, chargée d'études recrutement mobilite@franceagrimer.fr – Tél. : 01 73 30 22 35	
Conditions de travail	
FranceAgriMer est proche du métro ligne 1 Station Saint-Mandé (5 minutes), du RER A (10 minutes) et de lignes de bus.	
L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité. Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins. Le siège de l'établissement dispose d'un service de restauration interne proposant des tarifs préférentiels aux agents, au sein du bâtiment moderne qui abrite l'établissement. Vous aurez également la possibilité de bénéficier du comité d'action sociale, ainsi qu'une crèche inter-entreprises qui accueille les enfants des agents de FranceAgriMer dès 12 semaines jusqu'à leur entrée en maternelle, offrant une prestation multi-accueils.	
DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 28/10/2021	
Le dossier de candidature doit comporter :	
<ul style="list-style-type: none"> - Une lettre de motivation, - Un curriculum-Vitae, - Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon. 	

¹ Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.

² Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.

³ Poste à privilèges au regard de la certification SMSI de l'établissement.

Appel à candidature - FranceAgriMer

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Établissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.

En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.

Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

Responsable du pôle Plan de relance – volet Filières

Direction des Interventions / Service Aides nationales, appui aux entreprises et à l'innovation /
Unité Entreprises et filières

N° appel à candidature : 20204

Catégorie : A

Cotation parcours professionnel : 1

Cotation Groupe RIFSEEP :

Groupe 3 si corps des Ingénieurs de l'agriculture et de l'environnement

Groupe 3 si corps des attachés d'administration de l'Etat

Filière d'emploi : 7 - Économie et filières agricoles et agroalimentaires, gestion des aides

Poste vacant – prise de fonction au 15/11/2021

Localisation :

12, rue Henri Rol-Tanguy / TSA 20002 93555 Montreuil Cedex

Conditions de recrutement :

Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine.

Les agents titulaires d'un CDI de droit public peuvent se voir proposer la portabilité de leur contrat de travail (en application de l'article 6 ter de la loi n°84-16). Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 3 ans (en application de l'article 4 de la loi n°84-16), éventuellement reconductible.

La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir.

Présentation de l'environnement professionnel :

FranceAgriMer, établissement national des produits de l'agriculture et de la mer, est, avec le ministère de l'agriculture, l'organisme public de référence en matière de filières agricoles et de la pêche.

Lieu d'information, d'échanges, de réflexion, d'arbitrage et de gestion pour les filières françaises de l'agriculture et de la pêche rassemblées au sein d'un même établissement, FranceAgriMer :

- met en œuvre des dispositifs de soutiens techniques et financiers, nationaux et européens, et gère des dispositifs de régulation des marchés ;
- assure un suivi des marchés, propose des expertises économiques, mais également techniques par exemple en contribuant à des actions de coopération technique et au développement des filières à l'international ;
- organise le dialogue, la concertation et la mise en œuvre des politiques publiques en s'appuyant sur une gouvernance renouvelée.

Au sein de la direction des interventions et du service des aides nationales, appui aux entreprises et à l'innovation, l'unité entreprises et filières, composée de 9 agents, met en œuvre les aides en faveur des entreprises de l'aval des différentes filières agroalimentaires. Ces aides concernent surtout des actions d'innovation dans le domaine de l'alimentation et un dispositif structurel visant à apporter des garanties bancaires aux collecteurs de céréales.

L'unité est notamment en charge de la mise en œuvre d'actions du volet agricole du plan de relance au travers des appels à projets « Structuration des filières agricoles et agroalimentaires », « Structuration des filières protéines végétales », « Modernisation des abattoirs » et « Aide aux organisations de producteurs (OP) et aux associations d'OP (AOP) ».

Elle gère également les procédures de cautionnement de financement d'entreprises agroalimentaires du secteur des céréales ainsi que le financement de l'équarrissage public. Enfin elle est en charge du suivi et de l'évaluation des aides engagées en faveur des entreprises dans le cadre du Programme d'Investissements d'Avenir (PIA 2 et Concours d'Innovation).

L'unité est organisée en 4 pôles : entreprises et équarrissage, Plan de relance filières, Aval céréales, PIA2 et plans aux entreprises FAM.

Objectifs du poste

Le titulaire du poste définit et met en œuvre les actions présentées dans le cadre du plan de relance volet filières (agricoles et agroalimentaires et protéines végétales). Il est également binôme du responsable de pôle aval céréales.

Il suit et accompagne les projets présentés par les entreprises du secteur agroalimentaire dans le cadre des appels à projets du plan de relance. Il collabore aussi à l'instruction des projets du PIA et du grand plan d'investissement (GPI) concernant FranceAgriMer, ainsi que les autres dispositifs d'aides nationales aux entreprises mis en œuvre par l'établissement. Il a également vocation à constituer une source d'expertise sur les domaines et les filières suivis.

Missions et activités principales :

- Préparer, en liaison avec les services du Ministère, les dispositifs d'aides du volet Filières du plan de relance, les mettre en œuvre et les coordonner
- En binôme avec le responsable de pôle, assurer le suivi du dispositif aval céréales
- Instruire les dossiers de demande d'aide du plan de relance, du GPI, du PIA et des autres dispositifs d'aides aux entreprises
- Animer et encadrer l'équipe du pôle filières
- Suivre et accompagner les projets (conventions, engagements, préparation des auditions avec les porteurs de projets, liquidations des aides)
- Réaliser des diagnostics financiers d'entreprises
- Suivre les indicateurs de gestion et de paiement des aides
- Répondre aux missions de contrôles internes et externes

Relations fonctionnelles du poste :

- Au sein de FranceAgriMer : direction « marchés, études, prospective », mission filières, agence comptable, services informatiques
- Entreprises des filières agricoles et agroalimentaires
- Ministère de l'agriculture et de l'alimentation et ses services déconcentrés
- Secrétariat général pour l'investissement
- ADEME, Bpifrance
- MTES, MEIN, MESRI

- Corps de contrôle externes	
Compétences requises pour le poste :	
<p style="text-align: center;">Savoirs / Connaissances</p> <ul style="list-style-type: none"> - Connaissance des grands principes du droit européen (notamment aides d'Etat) - Connaissance des filières agricoles et agroalimentaires - Compétence souhaitée en analyse financière 	<p style="text-align: center;">Savoir-faire / Maîtrise</p> <ul style="list-style-type: none"> - Travail en équipe - Capacité d'analyse et de synthèse - Maîtrise des outils bureautiques - Conduite de projet et travail en équipe - Esprit de synthèse - Capacité à respecter les délais
Diplôme – Expérience professionnelle	
Minimum bac+ 3 et / ou expérience professionnelle en rapport avec les missions du poste	
Contraintes du poste :	
Pas de contrainte particulière	
Poste clé¹ :	Oui Non <input type="checkbox"/>
Poste à caractère sensible² :	Oui Non <input type="checkbox"/>
Poste à privilèges³ :	Oui Non <input type="checkbox"/>
Personnes à contacter	
Florence POINSSOT, cheffe de l'unité entreprises et filières ☎ : 01 73 30 31 34 ✉ : florence.poinssot@franceagrimer.fr	
Tiphaine LELIEVRE, chargée d'études recrutement Mobilite@franceagrimer.fr – Tél. : 01 73 30 22 35	
Conditions de travail	
<i>FranceAgriMer est proche du métro ligne 1 Station Saint-Mandé (5 minutes), du RER A (10 minutes) et de lignes de bus.</i>	
<i>L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité. Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins. Le siège de l'établissement dispose d'un service de restauration interne proposant des tarifs préférentiels aux agents, au sein du bâtiment moderne qui abrite l'établissement. Vous aurez également la possibilité de bénéficier du comité d'action sociale, ainsi qu'une crèche inter-entreprises qui accueille les enfants des agents de FranceAgriMer dès 12 semaines jusqu'à leur entrée en maternelle, offrant une prestation multi-accueils.</i>	
DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 31/10/2021	
Le dossier de candidature doit comporter :	
<ul style="list-style-type: none"> - Une lettre de motivation, - Un curriculum-Vitae, - Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon. 	

¹ Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.

² Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.

³ Poste à privilèges au regard de la certification SMSI de l'établissement.

Appel à candidature - FranceAgriMer

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Établissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.

En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.

Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

Chargé(e) d'études juridiques et d'affaires contentieuses

Secrétariat général / Juridique et coordination communautaire / Affaires juridiques

N° appel à candidature : 20263	Catégorie : A
Cotation parcours professionnel : 1	Cotation Groupe RIFSEEP : 4 si corps des attachés d'administration
Filière d'emploi : 20 - Affaires juridiques	
Poste vacant Prise de fonction souhaitée dès que possible	Localisation : MONTREUIL 12, rue Henri Rol-Tanguy / TSA 20002 93555 Montreuil Cedex

Conditions de recrutement :

Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine.

Les agents titulaires d'un CDI de droit public peuvent se voir proposer la portabilité de leur contrat de travail (en application de l'article 6 ter de la loi n°84-16). Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 3 ans (en application de l'article 4 de la loi n°84-16), éventuellement reconductible. La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir.

Présentation de l'environnement professionnel :

L'Établissement national des produits de l'agriculture et de la mer (FranceAgriMer) est, avec le ministère de l'agriculture et de l'alimentation, l'organisme public de référence en matière de filières agricoles, forestières et de la pêche.

Ses principales missions consistent à :

- favoriser la concertation au sein des filières agricoles, forestières et de la pêche,
- assurer la connaissance et l'organisation des marchés agricoles, au travers notamment d'une veille économique,
- mettre en œuvre les politiques publiques de régulation des marchés,
- gérer des dispositifs publics de soutien, nationaux et/ou européens.

Le poste proposé est rattaché à l'Unité des affaires juridiques au sein du service juridique et de coordination communautaire. Cette unité est chargée d'assurer la sécurité juridique de l'Établissement par toute activité de conseil ou de défense de ses intérêts y compris au contentieux; d'assurer une assistance juridique aux partenaires externes de l'Établissement (Ministère ou filières).

Objectifs du poste

Gestion des affaires juridiques et contentieuses de l'Établissement

Missions et activités principales :

- Gestion des affaires contentieuses: étude technique et juridique des affaires en instance, rédaction des mémoires en défense devant les juridictions, représentation de l'Établissement aux audiences et auprès des autorités de justice et de police.
- Assistance juridique : actions de conseil juridique de la direction et des services, réalisation d'études à caractère juridique pour l'Établissement, le Ministère chargé de l'agriculture ou les acteurs des filières agricoles, contribution à l'élaboration de textes législatifs ou réglementaires concernant les différentes filières.

Relations fonctionnelles du poste :

- l'agence comptable
- les autres services de l'établissement (siège ou région)
- les professionnels, le Ministère chargé de l'agriculture
- les avocats de l'Établissement
- les autorités de justice et de police

Compétences requises pour le poste :

Savoirs / Connaissances

- Droit public ou communautaire (Diplôme de troisième cycle universitaire)
- Procédures contentieuses, notamment administratives - une 1ère expérience en la matière serait appréciée
- Connaître les autres branches du droit (commercial, civil, pénal)

Savoir-faire / Maîtrise

- Techniques d'expression écrites et orales
- Rigueur, méthode, organisation
- Esprit d'analyse et de synthèse,
- Capacité à travailler en équipe, sens de l'initiative, réactivité
- Respect des délais et échéances
- Capacité à rendre compte

Diplôme – Expérience professionnelle

Minimum bac+3 expérience dans secteur public souhaitée

Contraintes du poste :

Pas de contraintes particulières

Poste clé¹ : Oui Non

Poste à caractère sensible² : Oui Non

Poste à privilèges³ : Oui Non

¹ Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.

² Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.

³ Poste à privilèges au regard de la certification SMSI de l'établissement.

Personnes à contacter

Benjamin THYWISSEN, chef du service juridique et de coordination communautaire – Tél : 01.73.30.31.80
benjamin.thywissen@franceagrimer.fr

Charlotte HUBERT, cheffe de l'unité des affaires juridiques – Tél : 01.73.30.22.53
charlotte.hubert@franceagrimer.fr

Tiphaine LELIEVRE, chargée d'études recrutement
mobilite@franceagrimer.fr – Tél. : 01 73 30 22 35

Conditions de travail

FranceAgriMer est proche du métro ligne 1 Station Saint-Mandé (5 minutes), du RER A (10 minutes) et de lignes de bus.

L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité. Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins. Le siège de l'établissement dispose d'un service de restauration interne proposant des tarifs préférentiels aux agents, au sein du bâtiment moderne qui abrite l'établissement. Vous aurez également la possibilité de bénéficier du comité d'action sociale, ainsi qu'une crèche inter-entreprises qui accueille les enfants des agents de FranceAgriMer dès 12 semaines jusqu'à leur entrée en maternelle, offrant une prestation multi-accueils.

DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 28/10/2021

Le dossier de candidature doit comporter :

- Une lettre de motivation,
- Un curriculum-Vitae,
- Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon.

Appel à candidature - FranceAgriMer

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Établissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire. En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité. Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

Chargé(e) de mission « Logistique » pour le FEAD

Direction des Interventions / Service Marchés, Certificats et Qualité /
Unité Certificats, Aide Alimentaire et Meunerie

N° appel à candidature : 20264	Catégorie : A
Cotation parcours professionnel : 1	Cotation Groupe RIFSEEP : Groupe 4.1 si corps des ingénieurs de l'agriculture et de l'environnement Groupe 4 si corps des attachés d'administration
Filière d'emploi : 7 - Économie et filières agricoles et agroalimentaires, gestion des aides	
Poste vacant – Prise de fonction souhaitée au 15/11/2021	Localisation : 12, rue Henri Rol-Tanguy / TSA 20002 93555 Montreuil Cedex
Conditions de recrutement :	
<p>Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine.</p> <p>Les agents titulaires d'un CDI de droit public peuvent se voir proposer la portabilité de leur contrat de travail (en application de l'article 6 ter de la loi n°84-16). Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 3 ans (en application de l'article 4 de la loi n°84-16). La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir.</p>	
Présentation de l'environnement professionnel :	
<p>FranceAgriMer, établissement national des produits de l'agriculture et de la mer, est un établissement public sous tutelle sur Ministère en charge de l'agriculture.</p> <p>Lieu d'information, d'échanges, de réflexion, d'arbitrage et de gestion pour les filières françaises de l'agriculture et de la pêche rassemblées au sein d'un même établissement, FranceAgriMer :</p> <ul style="list-style-type: none"> - met en œuvre des dispositifs de soutiens techniques et financiers, nationaux et européens, et gère des dispositifs de régulation des marchés ; - assure un suivi des marchés, propose des expertises économiques, mais également techniques par exemple en contribuant à des actions de coopération technique et au développement des filières à l'international ; - organise le dialogue, la concertation et la mise en œuvre des politiques publiques en s'appuyant sur une gouvernance rénovée fin 2019. <p>Au-delà de ses missions pour les secteurs agriculture et pêche, FranceAgriMer opère également pour le compte de la direction générale de la cohésion sociale (DGCS) (Ministère des solidarités et de la santé) la gestion du Fonds européen d'aide au plus Démunis (FEAD). La mission de FranceAgriMer a été confirmée dans la cadre du FSE+.</p>	

lequel englobera à compter de 2022 l'ensemble des aides sociales de l'UE, pour toute la période de programmation (7 ans). Dans ce cadre l'Etablissement (unité « Certificats, Aide Alimentaire et Meunerie » de la direction des interventions de FranceAgriMer) achète, par l'intermédiaire de marchés publics, des denrées destinées aux associations caritatives qui en assurent la distribution auprès des bénéficiaires de l'aide alimentaire.

Objectifs du poste

Le poste consiste à gérer les marchés « logistiques » passés par l'Etablissement au titre du FEAD, qui permettent de réceptionner, stocker et livrer annuellement environ de 80 000 tonnes de denrées alimentaires en France et dans les DOM. Le champ d'interventions s'étend de la phase de mise en place du marché jusqu'à son exécution complète.

Il s'agit d'une création de poste au sein de l'unité « Certificats, Aide Alimentaire et Meunerie » de la direction des Interventions.

Missions et activités principales :

- Organiser le flux d'informations et être garant de la bonne coordination, de la qualité et du contrôle des opérations logistiques de réception, expédition et livraison (point de contact quotidien du logisticien pour la bonne application du marché) :
 - o déterminer avec le titulaire, la DGCS et FranceAgriMer, les indicateurs clés permettant de mesurer la bonne exécution des termes du contrat ;
 - o suivre les indicateurs de performance et mettre en œuvre avec le titulaire, les correctifs nécessaires en cas de dérive constatée ;
 - o déterminer et mettre en œuvre les flux et circuits d'informations nécessaires entre toutes les parties prenantes (fournisseurs de denrées, logisticien, associations, DGCS, FranceAgriMer...) ;
 - o informer le logisticien des commandes réalisées dans le cadre des marchés « denrées » et des prélèvements à réaliser selon l'analyse de risques ;
 - o être le point de relais entre les fournisseurs de denrées et le logisticien ;
 - o être le point de contact des associations caritatives et de la DGCS concernant l'exécution du marché (fourniture des données leur permettant de faire leurs demandes de livraisons, rappel de leurs obligations, gestion des incidents de livraisons).
 - Etablir les services faits au titre de la logistique, ainsi que les déclarations des dépenses « logistique » auprès de l'UE.
 - Répondre aux auditeurs en charge du contrôle des dépenses
 - Assurer le pilotage, le suivi des flux transports, logistiques et stockage ainsi que le budget « logistique » en temps réel ;
- Etre force de proposition quant à l'optimisation de la gestion des stocks et l'amélioration des prestations logistiques et transport.

Relations fonctionnelles du poste :

- Les différents services de FranceAgriMer travaillant sur le FEAD (unité Contrôles, service financier, service juridique, Agence comptable, DCSF).
- Les associations caritatives.
- Le / les logisticiens.
- La DGCS.

Compétences requises pour le poste :

Savoirs / Connaissances

- Formation ou expérience dans le domaine de la logistique et des transports.
- Des compétences dans le domaine des produits alimentaires seraient appréciées.

Savoir-faire / Maîtrise

- Travailler en équipe et en réseau
- Mobiliser les ressources en interne comme en externe
- Gérer des informations : créer et exploiter des bases de données

Savoir être :

<ul style="list-style-type: none"> • Une expérience de pilotage de prestataire serait un plus. <p>Dans le cadre du parcours d'intégration : un accompagnement par le biais de formation ou de tutorat sera proposé si besoin au candidat pour s'appropriier le domaine d'intervention et sa réglementation.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Disponibilité, - Excellent relationnel et bonne communication - Capacité d'anticipation, d'analyse et de synthèse - Flexibilité, adaptabilité, - Rigueur, - Réactivité - Autonomie - Gestion du stress
<p align="center">Diplôme – Expérience professionnelle</p> <p>Pour les candidats contractuels minimum Bac+3 demandé Une expérience sur un poste similaire est demandée</p>	
<p align="center">Contraintes du poste :</p> <p>Missions pouvant impliquer des contraintes horaires liées à la gestion de crise qui implique une forte réactivité dans le travail. Mission pouvant nécessiter des déplacements de contrôle dans les entrepôts du logisticien.</p>	
<p>Poste clé¹ :</p>	<p>Oui Non x</p>
<p>Poste à caractère sensible² :</p>	<p>Oui Non x</p>
<p>Poste à privilèges³ :</p>	<p>Oui Non x</p>
<p align="center">Personnes à contacter</p> <p>Véronique BORZEIX - Directrice générale adjointe Tél : 01.73.30.20.44 - veronique.borzeix@franceagrimer.fr</p> <p>Christophe DASSIE – Direction des Interventions Tél : 01.73.30.24.30 – christophe.dassie@franceagrimer.fr</p> <p>Audrey TROTTIN – Direction des interventions Tel : 01.73.30.20.53 – audrey.trottin@franceagrimer.fr</p> <p>Tiphaine LELIEVRE - Chargée de mission recrutement Tél. : 01.73.30.22.35 - Mobilite@franceagrimer.fr</p>	
<p align="center">Conditions de travail</p> <p><i>FranceAgriMer est proche du métro ligne 1 Station Saint-Mandé (5 minutes), du RER A (10 minutes) et de lignes de bus.</i></p> <p><i>L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité. Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins. Le siège de l'établissement dispose d'un service de restauration interne proposant des tarifs préférentiels aux agents, au sein du bâtiment moderne qui abrite l'établissement. Vous aurez également la possibilité de bénéficier du comité d'action sociale, ainsi qu'une crèche inter-entreprises qui accueille les enfants des agents de FranceAgriMer dès 12 semaines jusqu'à leur entrée en maternelle, offrant une prestation multi-accueils.</i></p>	
<p align="center">DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 31/10/2021</p> <p>Le dossier de candidature doit comporter :</p>	

¹ Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.

² Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.

³ Poste à privilèges au regard de la certification SMSI de l'établissement.



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

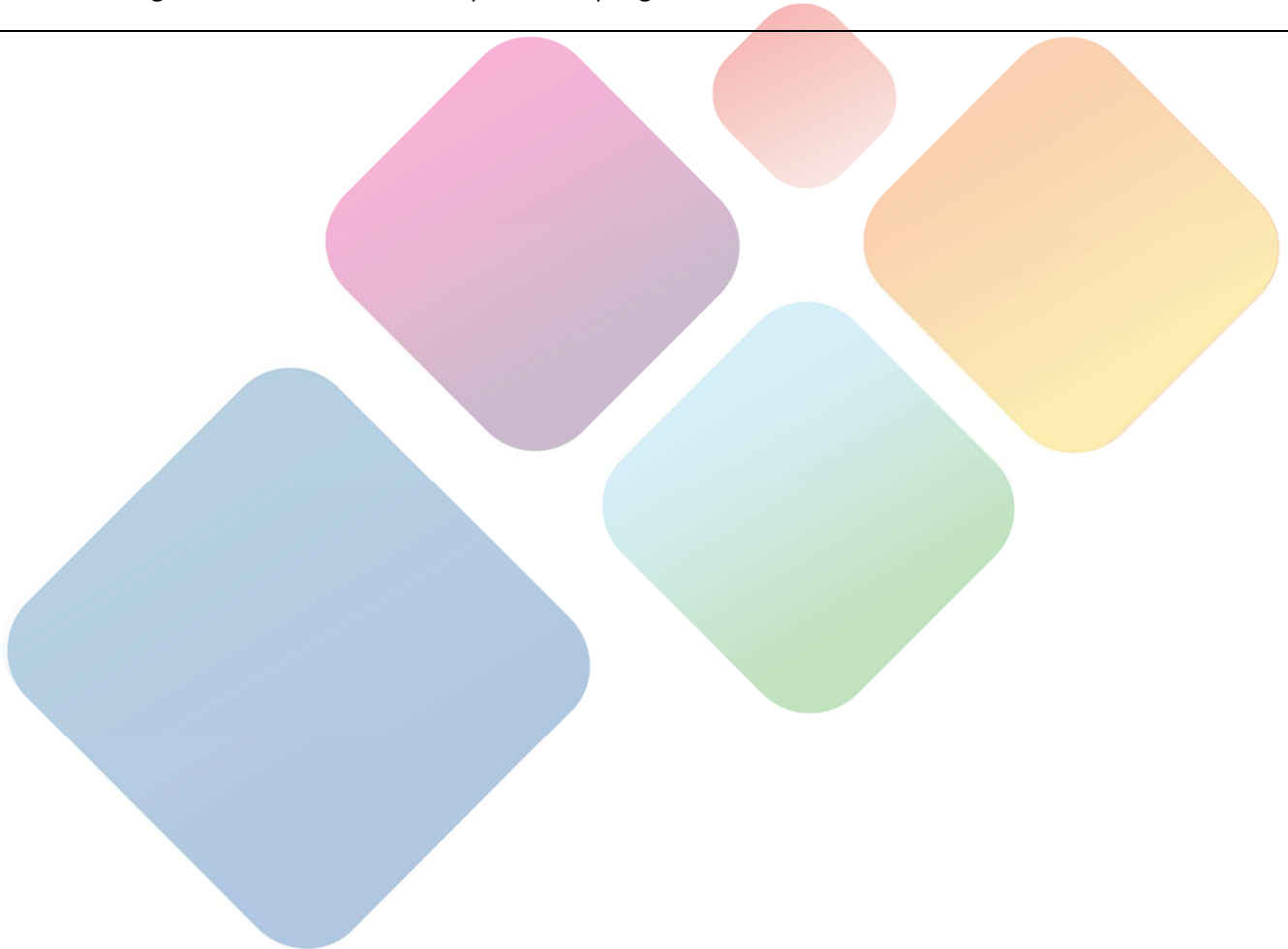
*Liberté
Égalité
Fraternité*



FranceAgriMer

ÉTABLISSEMENT NATIONAL
DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

- Une lettre de motivation,
- Un curriculum-Vitae,
- Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon.



Appel à candidature - FranceAgriMer

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Établissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.

En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.

Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

Chef(fe) du service aides nationales, appui aux entreprises et à l'innovation

Direction des interventions

N° appel à candidature : 20265	Catégorie : A/A+
Cotation parcours professionnel : 3	Cotation Groupe RIFSEEP : 1 si IAE et AAE
Filière d'emploi : 17 – Administration générale	
Indiquer : Poste vacant	Localisation : 12, rue Henri Rol-Tanguy / TSA 20002 93555 Montreuil Cedex

Conditions de recrutement :

Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine.

Les agents titulaires d'un CDI de droit public peuvent se voir proposer la portabilité de leur contrat de travail (en application de l'article 6 ter de la loi n°84-16). Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 3 ans (en application de l'article 4 de la loi n°84-16), éventuellement reconductible. La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir.

Présentation de l'environnement professionnel :

FranceAgriMer, établissement national des produits de l'agriculture et de la mer, est, avec le ministère de l'agriculture, l'organisme public de référence en matière de filières agricoles et de la pêche. Lieu d'information, d'échanges, de réflexion, d'arbitrage et de gestion pour les filières françaises de l'agriculture et de la pêche rassemblées au sein d'un même établissement, FranceAgriMer :

- met en œuvre des dispositifs de soutiens techniques et financiers, nationaux et européens, et gère des dispositifs de régulation des marchés ;
- assure un suivi des marchés, propose des expertises économiques, mais également techniques par exemple en contribuant à des actions de coopération technique et au développement des filières à l'international ;
- organise le dialogue, la concertation et la mise en œuvre des politiques publiques en s'appuyant sur une gouvernance renouvelée.

Au sein de la direction des interventions, le service des aides nationales, appui aux entreprises et à l'innovation, est composé de deux unités et regroupe environ 40 agents permanents. Ce service met en œuvre des aides nationales, mais également européennes, en collaboration avec plusieurs directions du ministère en charge de l'agriculture, et pilote les programmes correspondants, en lien avec les services territoriaux de l'établissement et le cas échéant les services déconcentrés du ministère.

Le service assure la mise en œuvre d'aides recoupant plusieurs thématiques et filières, en particulier :

- des appels à projets visant à soutenir la recherche, l'innovation et l'expérimentation dans les secteurs agricole et agroalimentaire, et la génétique animale ;
- divers dispositifs de soutien d'urgence pour les secteurs agricoles et agroalimentaires en crise (sur la base de crédits nationaux et/ou européens) ;
- le volet agricole du plan de relance, avec des mesures « guichet » et des appels à projets visant en particulier le soutien aux investissements dans les exploitations agricoles, la modernisation des abattoirs et l'appui à la structuration des filières agricoles et agroalimentaires ;
- le cautionnement des organismes collecteurs du secteur des céréales (dit « aval céréales »)
- le suivi de l'activité des abattoirs et financement de l'équarrissage public ;
- le programme apicole européen (financé sur des crédits de la politique agricole commune).

Objectifs du poste :

Le titulaire du poste assure l'animation, l'organisation, la gestion, le pilotage et la coordination et la représentation à l'extérieur du service, selon les orientations définies par la direction générale, dans le respect du périmètre des missions du service.

Missions et activités principales :

- Encadrement des agents du service et organisation du travail (2 unités – environ 40 personnes) ;
- Pilotage transversal du soutien national aux entreprises des secteurs agricoles et agroalimentaires ;
- Pilotage des processus nécessaires à la mise en œuvre des soutiens financiers dont la gestion est confiée au service ;
- Reporting régulier de l'activité du service ;
- Représentation de l'établissement dans les instances relevant du champ de compétences du service ;
- Suivi et mise en œuvre des différents projets de l'établissement pour le service : contrôle interne, contrat d'objectifs et de performance, projet d'établissement.

Relations fonctionnelles du poste :

- Au sein de FranceAgriMer : autres services de la direction des interventions, délégués « filières », services financier, informatique et juridique, agence comptable, contrôle général économique et financier, direction générale.
- Direction générale de la performance économique et environnementale des entreprises (DGPE), Direction générale de l'enseignement et de la recherche (DGER), INRAe, Secrétariat général pour l'investissement (SGPI).
- Organisations professionnelles des secteurs agricole et agroalimentaire.

Compétences requises pour le poste :

Savoirs / Connaissances :

- Connaissance de la réglementation relative aux aides d'Etat ;
- Connaissance de l'organisation des filières agricoles et agroalimentaires.

Savoir-faire / Maîtrise :

- Management d'équipe
- Conduite de projets, en réseau, y compris informatiques
- Identifier les enjeux, anticiper, alerter et faire preuve d'initiative
- Capacité décisionnelle et d'arbitrage
- Capacité de négociation et bon relationnel
- Rédaction de note de synthèse
- Maîtrise de la communication publique

Diplôme – Expérience professionnelle :

Expérience managériale réussie exigée

Contraintes du poste :

Pas de contraintes particulières

Poste clé¹ : Oui x Non

Poste à caractère sensible² : Oui x Non

Poste à privilèges³ : Oui Non x

Personnes à contacter :

Sébastien COUDERC – Directeur des interventions
sebastien.couderc@franceagrimer.fr – Tél : 01 73 30 22 72
 Stéphane LE DEN – Directeur adjoint des interventions
stephane.le-den@franceagrimer.fr – Tél : 01 73 30 23 49
 Tiphaine LELIEVRE, chargée d'études recrutement
mobilite@franceagrimer.fr – Tél. : 01 73 30 22 35

Conditions de travail

FranceAgriMer est proche du métro ligne 1 Station Saint-Mandé (5 minutes), du RER A (10 minutes) et de lignes de bus.

L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité.
 Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins.
 Le siège de l'établissement dispose d'un service de restauration interne proposant des tarifs préférentiels aux agents, au sein du bâtiment moderne qui abrite l'établissement.
 Vous aurez également la possibilité de bénéficier du comité d'action sociale, ainsi qu'une crèche inter-entreprises qui accueille les enfants des agents de FranceAgriMer dès 12 semaines jusqu'à leur entrée en maternelle, offrant une prestation multi-accueils.

¹ Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.

² Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.

³ Poste à privilèges au regard de la certification SMSI de l'établissement.



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



FranceAgriMer

ÉTABLISSEMENT NATIONAL
DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 21 octobre 2021

Le dossier de candidature doit comporter :

- une lettre de motivation,
- un curriculum-Vitae,
- pour les agents fonctionnaires, indiquer le corps, grade et échelon.



Etablissement public
du Marais poitevin

Fiche de poste

Intitulé du poste	Chargé(e) de mission gestion quantitative de la ressource en eau sur le Marais poitevin et plan d'action sur la zone humide
Domaines fonctionnels	Territoire et développement durable
Situation administrative	Fonctionnaire en position normale d'activité ou contractuel de droit public (quasi-statut)
Catégorie statutaire	Cadre A
Localisation	Luçon (Vendée)
Contexte	L'Etablissement public du Marais poitevin (EPMP) a été créé en 2011 pour coordonner les actions des acteurs dans le domaine de la gestion de l'eau et de la biodiversité sur tout le bassin versant du Marais poitevin (640 000 ha, 2 régions, 4 départements). L'équipe en place comprend 8 personnes qui travaillent en étroite concertation pour réussir cette mission sur un territoire complexe et très sensible.
Vos activités principales	Elaboration de règles de gestion des niveaux d'eau <ul style="list-style-type: none">- Règlements d'eau- Contrats de marais et protocoles communaux Gestion quantitative de l'eau d'irrigation <ul style="list-style-type: none">- Participation à la mission de gestion quantitative et au rôle d'OUGC : évolution des protocoles de gestion, comités de gestion, budget de la redevance, gestion des prélèvements- Relations avec le réseau des OUGC délégués- Gestion de l'outil de suivi des prélèvements- Suivi des contrats de gestion quantitative (CTGQ et PTGE) Participation active au fonctionnement de l'EPMP, aux réflexions stratégiques et à la coordination des actions
Profil	Formation bac + 5 spécialisée
Compétences principales mises en œuvre	<ul style="list-style-type: none">- Connaissances techniques et réglementaires des politiques publiques dans le domaine de la gestion de l'eau et de la biodiversité- Connaissance de l'environnement institutionnel et professionnel- Capacité à la conduite de projet et au travail en réseau- Capacité à animer, expliquer, proposer, concilier et négocier- Sens des relations humaines et du travail en équipe- Autonomie
Votre environnement professionnel	<ul style="list-style-type: none">- Au sein d'un établissement public de l'Etat, l'agent est directement placé sous l'autorité du directeur- Il est amené à travailler en étroite collaboration avec les autres responsables de projets de l'EPMP dans le domaine de l'eau et de la biodiversité, en particulier la chargée de mission responsable de l'OUGC- Il est en étroite relation avec les services de l'Etat en région et en département et en particulier avec les services chargés de la police de l'eau et de la biodiversité- Il développe des relations avec de nombreux partenaires : agriculteurs, syndicats de marais, syndicats mixtes, Parc naturel régional, chambres d'agriculture, collectivités territoriales, associations de protection de la nature, etc.
Qui contacter ?	Johann LEIBREICH, directeur Etablissement public du Marais poitevin (EPMP) 1 rue Richelieu - 85400 Luçon johann.leibreich@epmp-marais-poitevin.fr
Date indicative de prise de fonction	1 ^{er} janvier 2022
Date limite de dépôt des candidatures	30 novembre 2021
Pièces à fournir	CV et lettre de motivation – Dernier arrêté de situation administrative si fonctionnaire